



contre Shultz-Gromyko

de froid dans les relations EST-OUEST la déclaration dimanche à la mission soviétique le ministre des affaires étrangères, Gromyko. Le dernier aurait volé face après un semblant de consensus à Genève sur le désarmement entre son homologue américain, George

représentant de l'Union soviétique a posé des préconditions pour la poursuite des négociations sur le désarmement. Il a déclaré d'abord que les deux camps ne procéderaient à l'arrêt immédiat de déploiement de missiles qu'après avoir obtenu d'abord que l'autre camp ne déploie pas de nouvelles armes. C'est-à-dire des fusées Pershing et des missiles croisés en Europe. Il faut que Washington donne les études nécessaires pour les études sur la guerre des étoiles. Enfin il faudra au cours des prochaines négociations, les USA prennent la ligne de compte des arsenaux de la France-Bretagne et de la France en matière de missiles.

Enfin donc, l'espoir de la reprise des négociations pour le désarmement n'a duré que 5 jours et le dialogue des sourds semble s'être réinstallé. En attendant, la Belgique a rejeté pour le moment l'implantation de Pershing sur son territoire. Pour le Président américain, M. Ronald Reagan, il préfère garder une attitude prudente et ne reflète la détermination.

Enfin, cette étude a été déjà annoncée par Eyenga dans la première partie de son analyse. Il avait établi qu'il sera difficile à Washington de fléchir tant plus qu'il tend à combler son déficit pour l'armement stratégique et disposer d'une nette avance sur les Soviétiques. Ce qui concerne l'arsenal spatial.

Dans la seconde partie de son article, l'auteur présente les forces en présence et fournit quelques détails sur les performances de l'arme.

Sur le terrain

La situation se présente de la manière suivante, selon plusieurs sources dignes.

Les USA ont implanté dans l'ensemble 572 dont 96 missiles de croisière "Tomahawk" en RFA, 180 Pershing II en Grande Bretagne, 112 en Italie, la Belgique et la Hollande en ont 48 chacune.

Le Pershing est une missile à deux étages qui permet de larguer à 1.800 Km de distance une ogive nucléaire dirigée par un radar en moins de 6 minutes. Quant au "Cruiser", c'est une sorte d'avion sans pilote au rayon d'action de 2.400 Km qu'il parcourt en 3 heures. Il est indétectable par les radars, car volant en rase-mottes. Il est plus précis que le SS 20 russe. Ce qui permet de dire que tous les centres vitaux de la Russie occidentale risquent la destruction. Cela met à l'abri l'Europe visée par l'URSS grâce à ses SS 20.

L'URSS a, pour sa part, modernisé son arsenal de vieux missiles SS4, SS5 et SS18 braqués sur l'Europe occidentale. Ils sont au nombre d'environ 450 et ont une portée de 5.000 Km avec une précision 3 fois plus que les autres "SS". Les missiles sont montés sur camion, donc difficiles à repérer et rechargeables une fois. C'est clair que l'Europe est prise en otage par les SS 20 et a donc besoin d'un parapluie de l'Oncle Sam.

Dans tous les cas, en marge de la Conférence de Genève, l'opinion n'escompte pas que les négociations sur le désarmement aboutiront de sitôt.

Car toutes les occasions vont être perdues afin que le déploiement de nouveaux missiles se fassent de part et d'autre.

L'Afrique face à la désertification un appel pour une politique

concertée et planifiée

(MFI) Pour la première fois, à l'initiative du président Abdou Diouf du Sénégal, la majeure partie des pays africains frappés par la sécheresse et son corollaire immédiat, la désertification, était réunie à Dakar, fin juillet dernier, avec la nette conscience d'accourir au chevet d'un continent menacé dans son existence par la persistance de phénomènes naturels devenus endémiques. La "Conférence ministérielle pour une politique concertée de lutte contre la désertification et de protection de la nature dans les pays du CILSS, de la CEDEAO, du Maghreb et au Soudan" a regroupé un très vaste échantillon des zones écologiques perturbées par la sécheresse et la désertification. Il s'agissait de tirer la sonnette d'alarme au moment où, sur les 13,7 millions de kilomètres carrés que comptent les pays représentés à la conférence, 5,6 millions sont touchés d'une façon ou d'une autre par l'aridité, soit une proportion de 41%.

Plutôt que de formuler des vœux pieux ou de prêcher dans le désert, cette conférence entendait renforcer la réflexion sur les problèmes de sécheresse et de désertification, accroître les échanges d'expériences, d'informations et de documentation, asseoir les stratégies, les programmes et les perspectives sur une base géographique plus large et identifier les problèmes communs et les lignes potentielles de coopération.

La Conférence, qui a regroupé 21 Etats d'écosystèmes aussi différents que les zones sahélienne, péri-forestière, maghrébine et soudanaise (1) ainsi que des pays observateurs (2), des représentants d'organismes régionaux de coopération (3), d'organismes de coopération et d'aide (4) et d'organisations non gouvernementales (5), s'est tenue en deux phases: une réunion d'experts suivie de la conférence des ministres proprement dite.

L'homme, principal prédateur

Au cours de leurs travaux, les experts sont

unaniment tombés d'accord sur un constat: le phénomène de la sécheresse persiste dans la sous-région sahélienne et évolue dans la sous-région forestière. Même si diverses causes naturelles expliquent la persistance et l'aggravation de la sécheresse, les experts ont, néanmoins, reconnu le rôle prédateur de l'homme, comme élément primordial. L'action de l'homme a été, en effet, jugée déterminante à la fois dans la modification des écosystèmes et dans la dégradation des systèmes de production. Au Sahel, la sécheresse et son pendant direct, la désertification, sont devenues des données quasi pérennes. Dans les pays péri-forestiers, le fléau progresse de façon insidieuse. Les experts ont donc évalué la réponse des différents écosystèmes représentés, face à la persistance de phénomènes aussi corrosifs.

Au Maghreb et au Soudan, il a été constaté que les formations végétales ont réagi par un long processus de sélection en faveur des espèces de faible valeur, résistantes au surpâturage s'est traduit par un important déficit fourrager consécutif à la dégradation des terrains de parcours.

Au Sahel, les experts ont remarqué que la dégradation s'est traduite, du nord au sud, par une disparition sélective de certaines espèces végétales et une diminution considérable des formations végétales sur pied (20 à 40% par exemple dans le sud du Sénégal et le delta intérieur du Niger).

Dans les pays péri-forestiers, on a noté que le processus de "savannisation" s'installe progressivement. Les forêts cèdent la place à des formations herbeuses facilement détruites par les feux de brousse croissant à un rythme inquiétant comme en Côte d'Ivoire. En gros, dans tous les pays concernés, la sécheresse a entraîné un assèchement quasi total des cours d'eau, des mares et des lacs. Ainsi, le niveau de la crue du fleuve Sénégal n'a jamais été aussi bas en 1983 qu'en 1913. Les conséquences socio-économiques

de cet aléa naturel sont diverses. Les experts ont cité, notamment, la baisse prononcée de la production agricole et des ressources alimentaires, la modification subséquente des habitudes alimentaires, ainsi que l'accroissement du flux migratoire campagne-ville, tandis qu'au plan national, on constate notamment la désorganisation des circuits économiques et la paupérisation accentuée des masses rurales.

Pour le Maghreb, les experts ont souligné la longue tradition de lutte contre l'aridité et la solide expérience de mise en valeur des terres arides et semi-arides dans ces écosystèmes. La réalisation d'importants projets, comme le plan directeur des eaux du Sud tunisien, le barrage vert algérien, l'aménagement intégré des bassins versants et les travaux de fixation des dunes au Maroc comme en Tunisie, a été mise en exergue.

Actions dispersées, peu efficaces

Pour leur part, les pays du CILSS ont entrepris de grands efforts de lutte depuis la création, en 1973, du comité inter-Etats. Cependant, en raison principalement de leur trop grande dispersion, les actions initiées n'ont pas eu l'impact sous-régional souhaité. Les experts ont, par ailleurs, relevé dans ce groupe de pays, l'insuffisance des efforts en matière de recherche, de coordination, de diffusion et de vulgarisation des résultats, ainsi que l'insuffisance des moyens financiers et leurs conditions d'octroi. A ce propos, M. Wally S. Ndow, chef du Bureau régional des Nations unies pour la région soudano-sahélienne (UNSO) affirme que ces pays ne reçoivent que 150 millions de dollars par an, alors que, pour l'exécution du plan d'action CILSS-UNSO, il faut annuellement, au minimum, 320 millions de dollars.

Quant aux pays péri-forestiers, ils reviennent à peine de leur surprise. La soudaineté et la gravité de l'érosion due à la sécheresse les ont totalement pris de court.

à suivre